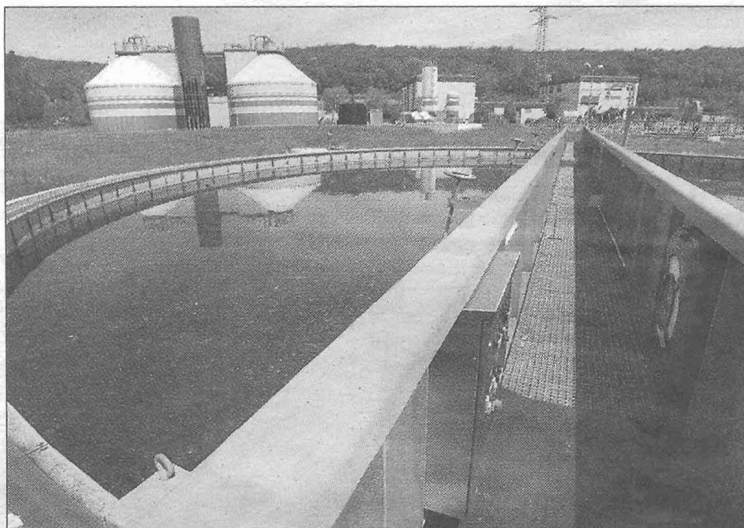


Des réformes sont urgentes

Si rien ne change, les réserves de l'Etat seront vidées d'ici 2009, le déficit budgétaire deviendra abyssal et les responsables politiques n'auront plus la moindre marge de manœuvre. Voilà pourquoi des réformes structurelles urgentes s'imposent. Telle est l'analyse de la Chambre de commerce, autrement dit le patronat, sur le projet de budget 2006. Il propose des remèdes dont certains servent de piste de réflexion au gouvernement. Mais d'autres sont nettement moins «populaires» comme la désindexation des dépenses publiques, la limitation de l'indexation automatique des salaires à une fois et demi le salaire minimum, l'abolition du forfait d'éducation.

■ «80% des dépenses de l'Etat sont indexées. Le principe amplifie le déficit du budget. Et comme notre cadre fiscal ne nous place plus dans le peloton de tête de la compétitivité, il n'est pas possible de jouer sur la fiscalité pour augmenter les recettes. Il n'existe donc pas d'alternative à une réduction des dépenses», a analysé hier Michel Wurth, président de la Chambre de commerce lors de la présentation de l'avis de cette chambre professionnelle sur le projet de budget 2006.

Pas étonnant dès lors que la Chambre de commerce préconise parmi les remèdes la désindexation des dépenses publi-



Les stations d'épuration pourraient faire l'objet d'un partenariat public/privé

(Photo: Marc Wilwert)

ques. Les représentants du patronat évoquent une série de mesures dont certaines avaient déjà été évoquées comme pistes à suivre par le Premier ministre puis le ministre du Budget: un recours accru au partenariat public/secteur privé pour la construction et exploitation de nouvelles infrastructures comme les stations d'épuration, l'augmentation de la participation des usagers au tarif de services et prestations comme la garde d'enfants, la délivrance d'un passeport.

Mesures impopulaires

Ils préconisent aussi une réorganisation de l'administration de l'Emploi, la fusion des administrations des Contributions et de l'Enregistrement, la mise en œuvre d'une réforme administrative ciblée ou encore d'une politique volontariste en faveur de l'offre

de logements. Mais la Chambre de commerce suggère encore d'autres mesures dont elle évalue l'efficacité budgétaire «élevée» mais la faisabilité politique «faible». Autrement dit il s'agit de mesures impopulaires. On y retrouve la limitation du bénéfice du congé parental aux niveaux prévus par la directive européenne, une limitation progressive de prestations sociales comme les allocations familiales, une modification du système d'ajustement des pensions en fonction du revenu du bénéficiaire, l'abolition du forfait d'éducation qui «permettrait d'économiser 80 millions par an soit l'équivalent d'un lycée par an», assure l'économiste en chef de la Chambre de commerce, Carlo Thielen. Voilà une dernière idée qui ne fera certainement pas plaisir au Premier ministre en personne.

De telles mesures, comme d'autres, se heurteront à l'opposition syndicale. Notamment lorsque le patronat évoque «une vaste réforme administrative impliquant une modernisation du statut des fonctionnaires». Mais tout autant lorsqu'il suggère de redéfinir les tâches des enseignants. «Il existerait une étude dans les tiroirs des ministères qu'une augmentation de deux heures par semaine de la tâche des enseignants permettrait de réduire de 20% le nombre d'embauches d'enseignants», poursuit Carlo Thielen.

Au moins toute aussi impopulaire, l'idée de limiter le bénéfice complet de l'indexation automatique de 2,5% aux personnes gagnant jusqu'à une fois et demi le salaire social minimum. On ne parle donc plus de suppression de cette indexation mais d'ajustements que les syndicats des salariés contestent. Ils ne veulent pas entendre parler d'une telle atteinte aux acquis sociaux qui aurait à leurs yeux le grave inconvénient supplémentaire de ralentir la consommation et par là même les recettes de l'Etat en TVA qui reculent déjà nettement sans cela.

L'argument ne convainc pas le patronat. Ce dernier fait remarquer que pratiquement la moitié des salariés conserveraient l'intégralité de leur augmentation. Et Carlo Thielen estime que ceux gagnant plus ne dépenseraient de toute façon pas cet argent au Grand-Duché. Une affirmation qui reste à vérifier car on sait bien peu de choses sur les raisons des moins-values en recettes de TVA si ce n'est que le commerce est en panne.

■ Jean-Marie Denninger